Mise à jour du tableau indicatif des grades et emplois du personnel départemental. Budget général.

Intervention de Lamya Kirouani
Groupe Val-de-Marne en commun – PCF et citoyen·nes

Monsieur le Président,
Chèr·es collègues,

Tout d'abord, nous prenons en compte votre intervention de ce matin en Commission permanente et comme vous nous attendons que lumière soit faite. **Néanmoins, ne nous pouvons passer sous silence les alertes formulées par de nombreux agent·es.**

À plusieurs reprises, **nous vous avons questionnés sur les conséquences de vos choix en matière de ressources humaines, sur la dégradation des conditions de travail et sur les effets inévitables de la suppression de postes sur la qualité du service public rendu aux val-de-marnais·es**.

Vous avez balayé nos alertes avec condescendance, les reléguant à de simples postures politiques d'une opposition prétendument à court d'idées. **Aujourd'hui, malheureusement, la réalité vous rattrape brutalement.**

Avec vous, **le Val-de-Marne entre tristement dans l'histoire : pour la première fois en France, un Département est visé par une plainte au pénal pour « harcèlement institutionnel »**.

Un élément de plus qui vient mettre à mal vos sempiternels arguments selon lesquels la majorité précédente aurait connu les mêmes problématiques avec les agent·es et les organisations syndicales.

Alors oui, **il y a eu des mobilisations, des désaccords et nous avons par moment été bousculés par les agent·es et les organisations syndicales… et c'est parfaitement normal** ! Nous l'assumons pleinement car cela s'est toujours fait dans le souci de respecter et préserver le dialogue social.

Le dialogue social, ce n'est pas l'absence de conflit ou de désaccord mais bien **la capacité à entendre les revendications, à accepter la contradiction et, par-dessus tout, à rechercher des solutions avec celles et ceux qui font vivre la collectivité** au quotidien et assure la continuité du service public départemental. **Pour ces raisons, jamais un rapport de domination ou un sentiment de non-dit ne s'est installé.**

Je le rappelle aujourd'hui parce qu'il serait peut-être temps, de votre côté, **d'actualiser vos éléments de langage et, surtout, de prendre enfin, au bout de 5 ans, au sérieux les alertes que nous formulons depuis plusieurs années.**

Votre slogan d'un territoire « où il fait bon vivre » résonne aujourd'hui d'une bien étrange manière. Vous aviez manifestement oublié de préciser que cela ne s'appliquait pas à celles et ceux qui font vivre les services publics départementaux.

Votre gestion des ressources humaines est un naufrage, et les chiffres issus de l'enquête syndicale — que vous avez tenté de minimiser lors de la séance de mars — sont implacables.

Nous en avions déjà donné quelques éléments lors de la présentation du Rapport d'Orientation Budgétaire pour l'année 2026, mais je me permets de les rappeler :

- 70 % des agent·es subissent des conditions de travail insatisfaisantes.
- 60 % font face à une explosion de leur charge de travail, sans aucun moyen supplémentaire.
- 75 % ne trouvent plus aucun sens à leur métier et déclarent que leur santé est dégradée par le travail.
- 93 % constatent que cette crise brise directement la qualité du service public rendu aux usagers.

Autre élément particulièrement inquiétant **: les demandes de visites médicales d'urgence formulées par les agent·es ont bondi de 79 % entre 2024 et 2025.** Une situation bien loin du début du mandat.

D'ailleurs, nous disposions déjà d'autres données, présentées dans le **Rapport social unique de l'année dernière, qui annonçaient cette dégradation continue des conditions de travail et donnaient à s'inquiéter.**

Nous y constations notamment **788 départs en 2024, soit un nombre particulièrement élevé, supérieur au nombre de recrutements sur la même période, qui s'élevait à 761**.

Nous constations également une forte baisse des promotions internes et des avancements d'échelon, ainsi que des avancements de grade.

Nous avions également été particulièrement surpris de constater la disparition de données importantes, et particulièrement pertinentes au regard du contexte que connaît notre Département. **Je pense notamment aux signalements d'actes de violence physique ou sexuelle, de discriminations, de harcèlement moral ou de harcèlement sexuel.**

Nous serons donc particulièrement vigilants à ce qu'elles figurent de nouveau dans le RSU 2025.

Et ces chiffres ne sont pas le fruit du hasard et ne peuvent pas uniquement être imputé à la situation nationale : ils sont la conséquence concrète de vos décisions politiques.

Comment ne pas penser à votre choix de procéder à la suppression de 474 postes en seulement deux ans ? Et cela alors que, dans le même temps, vous renforcer les effectifs de la Direction Générale. Ces 474 postes, ce ne sont pas seulement des lignes qui disparaissent d'un tableau des effectifs. **Ce sont des services qui fonctionnent avec moins de moyens, des charges de travail qui augmentent, des agent·es qui souffrent et des val-de-marnais·es qui voient leurs services publics se dégrader.**

Vous faites mine d'avancer sans vision, ou plutôt, vous avancez avec une feuille de route que vous n'assumez pas publiquement. Pourtant, vous l'aviez annoncée avant même d'être en responsabilité. Permettez-moi de citer votre groupe, dans sa tribune de mars 2017 :

« Au lieu de sacrifier les dépenses d'investissement et les dépenses en faveur de la population, nous avons de notre côté proposé de mettre en œuvre un plan pluriannuel de fonctionnement incluant une stratégie en matière de ressources humaines ; ce qui permettrait de réduire le train de vie de la collectivité et les dépenses de personnel. »

Voilà. Il y avait déjà tout. **Réduire les dépenses de personnel à tout prix, même celui des agent·es et du service rendu aux val-de-marnais·es.** Et aujourd'hui, nous pouvons mesurer concrètement ce que cette orientation signifie pour les agent·es et pour le service public départemental.

Les conclusions du rapport, que vous avez commandé au cabinet Mazars, sont venues conforter cette orientation : la question de la masse salariale et de sa maîtrise est devenue un axe central de votre mandat.

Assumez-le ici, cette situation est le fruit d'un projet politique, le vôtre, et vous ne comptez pas vous arrêtez là.

Notre groupe, quant à lui, refuse cette logique. **Nous n'acceptons pas que les agent·es départementaux soient considérés comme de simple variable d'ajustement budgétaire**.

A ce titre, **nous tenons à saluer le travail des agentes et des agents départementaux qui, chaque jour, œuvrent au service des Val-de-Marnais·es, et à leur réaffirmer tout notre soutien.**

Vous vous doutez qu'après mes propos et après vous avoir rappelé que nous ne pouvions pas cautionner ce démantèlement du service public départemental, **nous voterons contre ce rapport.**

Nous nous abstiendrons sur les rapports suivants relatifs à la Restauration et aux Foyers de l'Enfance.

Je vous remercie

Seul le prononcé fait foi